

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-HUITIEME SESSION



*Documents officiels*

DEUXIEME COMMISSION  
20e séance  
tenue le  
vendredi 29 octobre 1993  
à 15 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 20e SEANCE

Président : M. MONGBE (Bénin)

SOMMAIRE

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE  
INTERNATIONALE (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.2/48/SR.20  
17 décembre 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (suite)

1. M. AL-SULTAN (Président du Fonds international de développement agricole) déclare que même s'il existe actuellement des possibilités sans précédent de progresser vers le règlement de problèmes de longue date, comme ceux du Moyen-Orient et de l'Afrique du Sud, en même temps d'autres problèmes se font jour, qui sont liés dans une grande mesure à la frustration et au désespoir engendrés par la pauvreté croissante, qui aggrave les tensions sociales, ethniques et régionales dans de nombreuses régions.

2. Conformément à son mandat au Moyen-Orient, le FIDA a entrepris des démarches pour préparer un programme de création d'emplois et d'accroissement de la production alimentaire à Gaza et à Jéricho. De même, il se prépare activement à apporter une contribution aux changements positifs qui sont enregistrés en Afrique du Sud dès qu'il sera possible que les organismes des Nations Unies entreprennent des activités de développement dans ce pays et que celui-ci devienne membre du FIDA.

3. Malheureusement, dans plusieurs parties du monde, plus d'un milliard de personnes continuent à vivre dans des conditions de pauvreté absolue, ce qui grève lourdement la structure sociale et affaiblit les institutions politiques. Dans bien des pays, à moins que les pauvres puissent participer pleinement et équitablement au processus de production, il est douteux que le développement durable puisse être réalisé.

4. Les victimes de la pauvreté généralisée et chronique sont extrêmement vulnérables à des bouleversements comme la sécheresse ou les troubles civils, qui engendrent rapidement des pénuries alimentaires et provoquent une émigration massive, comme cela s'est produit récemment au Burundi. L'émigration grève les ressources des pays d'accueil, suscite des problèmes sociaux dans ces pays et compromet leurs possibilités de développement. D'autre part, la pauvreté est intimement liée à la dégradation de l'environnement, les déshérités étant obligés, pour survivre, d'utiliser inconsidérément les ressources naturelles.

5. Au cours de ses 15 années d'existence, le FIDA a donné la preuve que l'atténuation de la pauvreté peut être viable sur le plan économique, rentable et profitable à l'environnement. Les projets d'investissements dans l'atténuation de la pauvreté ont souvent un rendement supérieur à 15 %, donc supérieur à celui des investissements courants. Il n'y a donc pas à choisir entre soutenir la croissance économique et atténuer la pauvreté et la faim. Et pourtant, le volume des investissements consacrés à des projets visant à atténuer la pauvreté n'est pas proportionné à l'ampleur du problème. Il faut espérer que le Sommet mondial pour le développement social et l'Agenda pour le développement permettront de dégager un plus large consensus quant aux interventions nécessaires pour faire face aux problèmes des pauvres.

6. Le relâchement des tensions internationales devrait permettre de concentrer les efforts sur l'élimination de la faim et de la pauvreté, mais bien au contraire, le soutien aux activités de développement est en perte de vitesse.

/...

M. Al-Sultan

Cela est dû, semble-t-il, au fait que, d'une part, on ne sait pas quoi faire pour lutter contre la pauvreté et la faim et, d'autre part, on méconnaît les dangers de l'inaction. Il devrait être évident que pour mettre à profit le dividende de paix et les bienfaits de la fin de la guerre froide, il faut aborder les problèmes de la pauvreté aux niveaux local, national et multilatéral. Il est à espérer que les Nations Unies sauront faire ressortir l'importance de l'action coopérative.

7. En même temps que l'on essaie d'obtenir une augmentation de l'aide, il est indispensable de veiller à ce que les ressources disponibles soient utilisées avec efficacité de façon à les rentabiliser au maximum. Le Président du FIDA a engagé un processus systématique pour faire en sorte que le FIDA fonctionne plus économiquement et plus efficacement; à cette fin, le processus d'élaboration des projets sera assoupli et l'on se préoccupera davantage des questions d'exécution. D'autre part, on étudie comment faire en sorte que les projets aient des effets réels sur la vie quotidienne des pauvres des zones rurales et que ces effets soient durables.

8. Le FIDA s'efforce également de collaborer avec ses partenaires dans le cadre du Groupe consultatif mixte des politiques, afin d'harmoniser les façons de procéder tant au niveau politique qu'au niveau opérationnel. Cette démarche est liée à un aspect fondamental de la coopération internationale pour le développement, à savoir la recherche de nouveaux moyens que donateurs et bénéficiaires travaillent de concert. Il faut pour cela que les bénéficiaires participent activement à l'élaboration et à l'exécution des projets. En participant, ils acquièrent des capacités leur permettant d'entreprendre ultérieurement leurs propres projets, ce qui constitue le point de départ d'un processus de croissance auto-entretenu. Cet objectif pourra être atteint si le soutien extérieur et la volonté interne, conditions indispensables, sont maintenus.

9. En ce qui concerne la quatrième reconstitution des ressources du FIDA, on envisage d'introduire des changements qui contribueraient à faire en sorte que les reconstitutions futures soient plus rapides et donnent de meilleurs résultats.

10. Les pauvres ont donné la preuve que, si on leur en donne la possibilité, ils sont capables d'agir eux-mêmes pour se libérer de la misère. A un moment où l'objectif d'un monde libéré de la faim est à la portée de l'humanité, la communauté internationale ne doit pas hésiter, mais au contraire affermir son sentiment de solidarité afin d'édifier un monde où tous jouissent effectivement du droit à l'alimentation.

La séance est levée à 15 h 30.